



LA CROIX

mercredi 6 novembre 2019 - Quotidien n° 41551 - 2,00 €

France

À Chanteloup-les-Vignes, les habitants inquiets d'un retour des violences P. 8

Cinéma

«La Belle Époque», fantaisie sentimentale de Nicolas Bedos P. 20-21

Parents & enfants

Les séries s'invitent dans la vie de couple

Cahier central

éditorial

Guillaume Goubert

Briser le silence

Les Frères de Saint-Jean affrontent avec dignité les fautes de leur fondateur, Marie-Dominique Philippe P. 18-19

Les paradoxes de l'écologie à la chinoise

Reportage sur le fleuve Jaune, dont la protection est devenue un enjeu stratégique pour le pouvoir chinois

P. 2-3

bayard

Annexes légales p. 12
136° année - ISSN 0242-6656 - Imprimé en France - Belgique : 2,10 € ;
Canada : 6,5 € ; Espagne : 2,50 € ; Italie : 2,80 € ; Luxembourg : 2,10 € ;
Maroc : 29 MAD ; Suisse : 3,80 CHF ; DOM : 2,70 €



Sur le fleuve Jaune, en amont du barrage de Xiaolangdi. Camille Molrenc

Il faut se souvenir du courage des victimes qui ont témoigné, notamment dans le documentaire *Religieuses abusées, l'autre scandale de l'Église*, diffusé en mars sur Arte. Mais il faut aussi saluer aujourd'hui le cran avec lequel le chapitre général des Frères de Saint-Jean vient d'affronter le tragique héritage laissé par leur fondateur, le père Marie-Dominique Philippe, en termes d'abus spirituels, d'abus de pouvoir et d'abus sexuels. On ne peut sous-estimer l'effort immense qu'il faut à une congrégation souvent citée en modèle pour regarder avec autant de lucidité les fautes commises par celui qui en était l'inspirateur.

Le processus est d'autant plus douloureux que, le chapitre général des « petits gris » ne le dissimule pas, d'autres membres de la communauté se sont rendus coupables d'abus, à la suite de Marie-Dominique Philippe. C'est donc toute la construction de la congrégation qu'il faut accepter de mettre en question et de réformer « pour que soit mis un terme à une dérive d'au moins soixante-dix ans ». Cette durée peut surprendre, la communauté ayant été fondée en 1975. Mais elle souligne que la question des abus s'est posée bien avant. Le chapitre général indique avoir appris qu'en 1957 le Saint-Siège avait pris des sanctions contre Marie-Dominique Philippe, fait inconnu jusqu'à ce jour.

On retrouve là un aspect majeur des erreurs commises par l'institution ecclésiale face aux abus commis par des membres du clergé : le silence, y compris s'agissant des sanctions prises, empêchant la prise de conscience et la mise en place de procédures de précaution. C'est ce silence qu'a brisé pour elle-même la congrégation Saint-Jean. Au bénéfice de toute l'Église.



Le fleuve Jaune en aval du barrage de Xiaolangdi, face à Zhengzhou. Camille Moirenc



Le fleuve Jaune, au cœur des ambitions écologiques de la Chine



À l'occasion de sa visite en Chine, Emmanuel Macron doit signer le 6 novembre, à Pékin, un texte commun avec son homologue Xi Jinping sur le climat et la biodiversité.

La Chine, qui sera le pays hôte de la «COP biodiversité» à l'automne 2020, affiche de nouvelles ambitions en la matière.

Parmi ses priorités, la protection du fleuve Jaune, le deuxième fleuve chinois après le Yangzi Jiang.

Appel commun

À Shanghaï, l'économie et la culture. Et à Pékin... l'écologie ? Tel est, en tout cas, le souhait de l'Élysée, au troisième jour de la visite d'Emmanuel Macron en Chine. Le contexte s'y prête, en cette fin 2019, Année franco-chinoise de l'environnement. En outre, les deux pays seront les hôtes, en 2020, de deux évé-

nements internationaux importants pour la protection des espèces et des écosystèmes : la France accueillera en juin, à Marseille, le congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). La Chine, elle, doit recevoir à l'automne, à Kunming, la 15^e édition de la « COP biodiversité » qui doit aboutir, sous l'égide de l'ONU, à un nouveau cadre mondial sur la diversité biologique.

Dans ce contexte, on peut s'attendre à un coup de projecteur « écologique », ce mercredi 5 novembre, à Pékin. Il devrait prendre la forme d'un texte commun, signé par les deux chefs d'État, sur le climat et la biodiversité. Des mots, de l'affichage ? Peut-être. Ni la France ni la Chine ne sont à la hauteur des défis posés par la dégradation de la planète. Mais un appel conjoint serait salvateur, au moment même où les États-Unis officialisent leur sortie de l'accord de Paris sur le climat.

Marine Lamoureux

— Durant des siècles, la Chine a eu pour obsession de maîtriser le Huang He, qui détient la charge sédimentaire la plus élevée du monde, d'où son nom de fleuve Jaune.

— Mais de nouveaux enjeux sont apparus : car Xi Jinping fait désormais de la protection du fleuve et de sa biodiversité une « stratégie nationale majeure ».

Zhengzhou et le barrage de Xiaolangdi (Chine)
De notre envoyée spéciale

Sur la carte immense, qui s'étale sur tout un pan du mur, le regard peut embrasser d'un seul coup les 5 460 kilomètres du fleuve Jaune. Et voilà que « le chagrin



de la Chine » – nom donné au deuxième fleuve du pays, après le Yangzi Jiang, pour tous les malheurs charriés par ses eaux tempétueuses – semble un instant une rivière paisible et inoffensive. À l'ouest, les hauts plateaux tibétains où il prend sa source ; à l'est, la mer de Bohai, où il se jette ; au milieu, un tracé sinueux ponctué de dizaines de tableaux chiffrés.

Au centre de régulation du fleuve, situé à Zhengzhou (Henan), à 700 kilomètres au sud de Pékin, les employés de la YRCC (la Commission de conservation du fleuve Jaune) scrutent les moindres velléités du monstre hydraulique. Ici, les ingénieurs contrôlent tout : le débit, la charge sédimentaire, la pollution. Ce jour-là, le cours principal apparaît en bleu, signe que la situation est correcte, mais plusieurs

À la COP15 sur la biodiversité, dont le pays sera l'hôte à l'automne 2020, le fleuve Jaune doit être une vitrine de la mue chinoise sur l'environnement.

affluents sont orange, indiquant d'inquiétants taux de polluants, en particulier dans les régions minières du Nord. D'un clic, les employés peuvent aussi ouvrir ou fermer les vannes des milliers de barrages construits au fil des siècles. Cette carte est un puissant symbole : l'aboutissement de trois

mille ans de lutte des hommes contre la nature.

Depuis peu, pourtant, on ne parle plus seulement digues, tunnels ou dérivation à la YRCC. Mais « écologie », et même « biodiversité ». En septembre dernier, le président chinois en personne s'est rendu à Zhengzhou pour évoquer ses attentes pour le fleuve. Et le message fut clair : pour Xi Jinping, la protection écologique de ce bassin – berceau de la civilisation chinoise – constitue désormais une « stratégie nationale majeure ».

À la COP15 sur la biodiversité, dont le pays sera l'hôte à l'automne 2020, le fleuve Jaune doit être une vitrine de la mue chinoise sur l'environnement. « Nous devons tous nous mobiliser pour engager cette nouvelle politique, dans l'esprit du discours de Xi Jinping », appuie He Xingzhao, l'un des ingénieurs en chef de la YRCC,



L'activité agricole dépend des crues et sécheresses du fleuve. Ici, une femme fait sécher du riz. Camille Moirenc





qui dépend du ministère des ressources en eau et emploie 40 000 personnes.

À 180 kilomètres de là, sur le plus gros barrage de la province du Henan, le directeur prend soin, lui aussi, de parler des enjeux écologiques avant même d'évoquer la production d'électricité. « *C'est la nouvelle conception du développement à la chinoise, une nouvelle ère* », explique Zhang Jiansheng, dans un contraste saisissant, tant ici, à Xiaolangdi, tout n'est que gigantisme et mainmise sur la nature rebelle.

Le réservoir, dont la construction a entraîné l'évacuation de 200 000 habitants dans les années 1990, alimente une centrale hydraulique dont la production annuelle représente six térawattheures – soit, à elle seule, près de la moitié de la production annuelle du Rhône français. À cet endroit du fleuve, rien ne passe. Ni bateaux ni poissons. Pour le comprendre, il faut s'attarder sur l'histoire et la géographie de ces provinces du centre de la Chine. En aval du barrage, et jusqu'à la mer – soit plus de 800 kilomètres – s'ouvre la plaine, d'une platitude terrifiante car plus rien n'y fait obstacle au déferlement de l'eau. En 1887, les digues ont rompu, provoquant la mort d'un million de personnes. Dans les décennies qui ont suivi, d'autres inondations tragiques sont venues endeuiller le cours inférieur du fleuve Jaune, qui contient la charge sédimentaire la plus élevée au monde. Sa couleur et son nom viennent des alluvions entraînées dans sa course. D'énormes quantités de boue, de sable, et de limon, qui en font l'un des cours d'eau les plus



difficiles à maîtriser. Or les crues ne sont pas la seule menace. Sécheresses et pénuries d'eau constituent l'autre cauchemar de la Commission du fleuve. En 1997, durant plus de deux cents jours, l'imposant cours d'eau s'est littéralement asséché, au point de ne plus se déverser dans la mer ! 700 kilomètres de désolation, entraînant des pertes de production agricole, l'arrêt de plusieurs usines et un profond traumatisme dans le bassin-versant.

Depuis lors, la surveillance s'est accrue. Car tout concourt au manque d'eau dans un pays au développement fulgurant, qui compte 21 % de la population mondiale mais seulement 7 % des ressources en eau douce. Au centre de régulation de Zhengzhou, les ingénieurs sont attentifs à de nombreux paramètres, relayés par des centaines de lignes statistiques : la pluviométrie, le niveau des réservoirs, le taux de consommation

de chaque province. À l'affût des moindres caprices du fleuve.

Ces dernières années, le dérèglement climatique est venu compliquer la donne. Aux mois de sécheresse peuvent succéder de brusques accès de pluie, mettant les ouvrages les plus robustes à l'épreuve. Et à la YRCC, chacun le pressent : la main de Prométhée ne suffit. « *On construit des digues de plus en plus hautes, mais c'est une escalade vers le ciel* », observe Elisabeth Ayrault, PDG de la Compagnie nationale du Rhône et cofondatrice des « Initiatives pour l'avenir des grands fleuves », en visite à Zhengzhou, en octobre. Aux directives politiques de Xi Jinping s'ajoute donc un principe de réalité, qui conduit les Chinois à se tourner vers d'autres solutions, cette fois fondées sur la nature.

Pour le militant écologiste Yan Zhang, le changement d'approche est palpable, au moins dans le dis-

cours. « *Auparavant, le ministère des ressources en eau ne parlait que de développement, de barrages et de pipelines, remarque ce représentant de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) en Chine. Désormais, de nouvelles notions sont apparues, comme la protection des écosystèmes.* » Moins par souci des espèces animales et végétales, sans doute, que par nécessité.

Sur le plateau de Loess, au centre du pays, des programmes volontaristes de reboisement ont ainsi été menés ces dernières années. L'objectif est de limiter l'érosion des sols pour atténuer la quantité de sédiments déversés dans le cours d'eau, qui conduit en aval à un impressionnant phénomène de « *fleuve suspendu* » : son lit se situe par endroits à 13 voire 20 mètres au-dessus du sol ! « *C'est très intéressant, car l'enjeu n'est plus seulement de combattre les conséquences de cette charge sédimentaire mais d'agir à la source du problème* », relève Elisabeth Ayrault.

Partout, des kilomètres de pépinières ; et des étendues sableuses qui se mettent à reverdir. Mais aussi des questions. Ce reboisement favorise-t-il vraiment la biodiversité ? À l'Agence française de développement (AFD), une jeune chercheuse, Xiaoting Jin, se montre dubitative. « *À ce stade, l'enjeu, c'est de retenir les sols. La biodiversité dans ces massifs reste très pauvre, car on se contente de plantations en monocultures, constate cette spécialiste des écosystèmes. Et pourtant, les promoteurs de ces programmes sont persuadés de faire de l'écologie !* »



repères

La Chine reste le premier émetteur mondial de CO₂

Climat.

La Chine reste le premier émetteur mondial de CO₂ (environ le quart des émissions mondiales). En 2018, le pays a vu ses émissions bondir de 4,7% selon le Global Carbon Project. Malgré d'importants investissements dans les énergies renouvelables, le pays dépend encore fortement du charbon.

Biodiversité.

La politique dite des « lignes rouges », visant à préserver de larges territoires menacés par un développement rapide, a été engagée dans les années 2010 en Chine. Quinze aires protégées ont été délimitées, le but étant de couvrir à terme environ 25% de la Chine. Mais cette politique pose deux questions délicates : le déplacement des populations et le devenir des territoires situés hors des zones protégées, avec une rupture de la « continuité écologique ».

Pour cette dernière, le tournant environnemental pose plusieurs défis... encore à relever : « Le premier est technique : il faut acqué-

rir les connaissances nécessaires, former les acteurs de terrain aux fondements de la biodiversité. Le deuxième est administratif, pour suit la responsable de l'AFD. En Chine, le morcellement des compétences et des pouvoirs locaux complique souvent les projets. »

*« Désormais, de nouvelles notions sont apparues, comme la protection des écosystèmes. »
Moins par souci des espèces animales et végétales, sans doute, que par nécessité.*

Cependant, les choses pourraient aller très vite, selon Xiaoting Jin. « Le récent discours de Xi Jinping sur le fleuve Jaune est d'une très grande importance, une commande politique du plus haut niveau. Tous les gouvernements locaux vont devoir suivre ses directives. » La jeune femme attend aussi beaucoup de la COP15, qui aura lieu dans la ville de Kunming : « Pendant longtemps en Chine, l'environnement a été cantonné à la question énergétique. Or les enjeux du climat et ceux de la biodiversité vont ensemble. C'est la prochaine étape. »

Marine Lamoureux